

Nouveaux Cahiers du socialisme



La décroissance est-elle un projet latin ?

Serge Latouche

Numéro 14, automne 2015

La décroissance, pour la suite du monde

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/79391ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Latouche, S. (2015). La décroissance est-elle un projet latin ? *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (14), 53–63.

La décroissance est-elle un projet latin ?

SERGE LATOUCHE

Le terme de décroissance est d'un usage très récent dans le débat économique et social, même si l'origine des idées qu'il recouvre a une histoire plus ou moins ancienne. L'expression ne figurait dans aucun dictionnaire de sciences sociales avant 2006, tandis que l'on trouve quelques entrées sur ses corrélats : « croissance zéro », « développement durable », et bien sûr « État stationnaire »¹. Le mot lui-même fait problème, il est frappé d'une irrémédiable ambiguïté qui n'est pas dramatique, mais dont il vaut mieux être conscient : il peut s'entendre en un sens littéral d'une inversion de la courbe de croissance du produit intérieur brut (PIB) ou en un sens symbolique, sortir de l'idéologie de la croissance. Cette ambiguïté est la conséquence de l'ambivalence même du terme croissance qui est tout autant un slogan performatif qu'une réalité. La croissance est aussi une croyance, une croyance dans le progrès infini et dans le postulat que l'accumulation sans limites est possible et souhaitable. La décroissance, en conséquence, ne peut être que blasphématoire et constituer un sacrilège. Compte tenu du champ sémantique où il se situe, le mot est impossible à traduire en dehors des langues latines et de la sensibilité culturelle qui leur est propre. Toutefois le projet qu'il promeut possède une histoire plurielle relativement complexe et une incontestable portée analytique et politique qui dépasse largement les frontières linguistiques de son lieu de naissance.

Un slogan provocateur intraduisible

La décroissance n'est pas un concept et, en tout cas, pas l'équivalent inversé de la croissance. C'est un slogan politique à implications théoriques. Le mot d'ordre de décroissance a ainsi surtout pour objet de marquer fortement l'abandon de l'objectif de la croissance pour la croissance, objectif insensé dont le moteur n'est

1 Voir, par exemple, dans le *Lexique des sciences sociales* d'Alain Beitone et collaborateurs, publié à Paris par Dalloz en 1995. Il y a désormais une entrée « décroissance » dans le *Dictionnaire des sciences humaines* des PUF (Paris, 2006), dans le dictionnaire altermondialiste d'ATTAC, *Le petit Alter*, Paris, Mille et une nuits, 2006, et bien sûr dans *Degrowth : a Vocabulary for a New Era*, édité par Giacomo d'Alisa, Federico Demaria et Giorgos Kallis, Londres, Routledge, 2014.

autre que la recherche effrénée du profit par les détenteurs du capital et dont les conséquences sont désastreuses pour l'environnement. En toute rigueur, il conviendrait de parler d'une « a-croissance », comme on parle d'a-théisme, plus que d'une décroissance. Et c'est d'ailleurs très exactement de l'abandon d'une foi, celle dans le progrès, et d'une religion, celle de l'économie, de la croissance et du développement, qu'il s'agit.

En tant que slogan, le terme *décroissance* est une trouvaille rhétorique heureuse parce que sa signification n'est pas totalement négative, en particulier en français. Ainsi, la décrue d'un fleuve dévastateur est une bonne chose. La métaphore fonctionne assez bien dans les autres langues latines : *decrescita* (italien), *decrecimiento* (espagnol), *decreixment* (catalan) *decrescimento* (portugais). La dénotation est la même, les connotations sont assez proches. Pour décroître, il faut « décroire » et la proximité du vocabulaire de la croyance et de la croissance s'y retrouve assez heureusement. En revanche, la traduction dans les langues germaniques pose de redoutables problèmes. L'impossibilité où nous sommes trouvés de traduire *décroissance* en anglais est symétrique en quelque sorte de celle où se sont trouvés les experts occidentaux pour traduire *croissance* ou *développement* dans les langues africaines, asiatiques ou amérindiennes.

La traduction de *décroissance* est non seulement problématique, mais révélatrice de l'imaginaire culturel. Mon ami Michael Singleton, anthropologue anglais enseignant à Louvain-la-Neuve et fin connaisseur du sujet, m'écrit :

J'ai regardé dans mon *Roget's Thesaurus*, mais des noms manquent pour exprimer ce « *cool down, take it easy, slacken off, relax man* » inclus dans le prix de la décroissance. Decrement existe, mais est trop exotique et essentialiste (produit plus que processus) pour faire l'affaire. Je me demande parfois si des termes comme *decrecendo, diminuendo, moderato* ne pourraient pas servir. « *To grow or not to grow, that is the question!* » « *Moderate/Moderating Growth* » ? On pourrait toujours laisser tout simplement décroissance dans le texte, avec une note explicative en bas de page. Je me demande si la meilleure traduction de la décroissance ne serait pas *decreasing growth* – cette traduction a l'avantage d'être à la fois passive (un simple constat) et active: il faut bien décroître, il faut décroître en bien (ici *decreasing* répondrait à un projet sociétal ou mieux à un véritable projet de société). Si l'on veut en faire une forme nominale, *the decreasing of growth* est sans doute un peu plus long et lourd que la décroissance mais quand même ça signifie ce que nous voulons dire.

Sans trop s'embarrasser de sémantique, le Hollandais Willem Hoogendijk, dans un livre écrit en anglais (*The Economic Revolution. Towards a Sustainable Future by Freeing the Economy from Money-making*²) a formulé une véritable théorie de la décroissance économique utilisant les mots *shrinking* et *shrinkage*.

2 Willem Hoogendijk, *The Economic Revolution. Towards a Sustainable Future by Freeing the Economy from Money-Making*, Utrecht, International Books, 1991.

Le terme *décroissance* a été utilisé en français pour intituler un recueil d'essais de Nicholas Georgescu-Roegen sur l'entropie, l'écologie et l'économie³. Toutefois le mot utilisé par Nicholas Georgescu-Roegen est *declining*, mot qui ne rend pas vraiment ce que nous entendons par décroissance, non plus que *decrease*, proposé par certains. Les néologismes, *ungrowth*, *degrowth* et *dedeveloppement* ne sont guère plus satisfaisants. En allemand, *schrumpfung* ou *minuswachstum* sont aussi problématiques. L'anglais *downshifting* (déplacement vers le bas) est le terme utilisé par ceux qui choisissent la simplicité volontaire. Il traduit bien le versant subjectif. *Counter-growth* proposé par d'autres traduirait le côté objectif. Ce « contre », d'après François Schneider, pourrait ou devrait s'ajouter aussi en allemand, à *schrumpfung*. On parle aussi dans les pays anglo-saxons d'*uneconomic growth*, soit la croissance à impact négatif. On a proposé encore *way down*, *powerdown* (titre d'un livre de Richard Heinberg qui diffuse un message assez proche de celui de la décroissance et préconise une société postcarbone) ou encore *contraction* et *downscaling*. Cette difficulté résulte en l'espèce de la domination mentale de l'économisme. Finalement, c'est le barbarisme *de-growth* qui s'est imposé. Moindre mal sans doute comparé aux tentatives de traduire en allemand, en danois (langues indo-européennes) sans parler du casse-tête de la traduction en finlandais, en hongrois ou en japonais.

Dernière grande société de croissance occidentale, le cas du Japon est intéressant. Mon traducteur japonais m'écrit :

J'ai présenté *Le projet de la décroissance/descrescit*, par le mot *decrecendo* (la même prononciation qu'en français et en italien). Au Japon, on connaît bien *decrecendo* dans le domaine de la musique, et j'ai pensé que le mot peut être utilisé pour traduire *décroissance* en japonais, car cela permet de faire passer le message. Un autre mérite est que le mot n'implique pas la croissance qui se traduit par le mot japonais *seichou*. Au Japon, il y a profusion de vocabulaire pour rendre l'idée d'une *autre* croissance comme d'un *autre* développement, par exemple, *datsu-seichou* (*de-growth*), *jizokukanouna-seichou* (la croissance soutenable), *ningenko-tameno-seichou* (la croissance humaine). Toutes ces expressions contiennent la croissance économique au cœur de leur conceptualisation. Je pense que le mot japonais *decrecendo* permet de distinguer le projet de la décroissance d'avec les projets d'une *autre* croissance, sans la confusion conceptuelle.

Cette difficulté de la traduction du mot d'ordre de décroissance dans les aires non latines de l'Occident signifie-t-elle que le projet qu'il désigne n'a ni sens, ni pertinence ? Le problème de savoir si l'absence des mots implique l'absence de la chose est un vieux problème débattu longuement par Leibnitz à propos de la religion, et dont le théologien indo-catalan Raimon Panikkar a proposé une solution élégante que nous faisons nôtre, avec sa conception des équivalents

3 Nicholas Georgescu-Roegen, *La décroissance. Entropie. Écologie. Économie*, Présentation et traduction de Jacques Grinevald et Ivo Rens, Paris, Sang de la Terre, 1995 [1979].

homéomorphiques⁴. Pour nous limiter à la question de la pertinence du projet décroissantiste, bien évidemment, la réponse ne peut être négative, puisque ces sociétés connaissent toutes les ravages de la société de croissance et que l'imaginaire de la croissance y est bien présent, mais elle doit être nuancée. D'un certain point de vue, en ce qui concerne les pays de langue germanique et de culture protestante, cet imaginaire est même encore plus prégnant. La philosophie du progrès et l'objectif de la croissance illimitée y ont été accueillis avec enthousiasme dès le XVII^e siècle alors que le monde catholique et latin a longtemps résisté à l'idéologie du progrès (condamnée par une encyclique papale, encore au XIX^e siècle) ; quant à l'Église orthodoxe, elle a proscrit l'horloge sur les clochers et l'orgue à l'intérieur des lieux de culte, en tant qu'inventions diaboliques ! C'est même cette prégnance plus forte dans le monde anglo-saxon et germanique protestant qui rend la traduction difficile, du fait du refoulement de l'imaginaire alternatif. Il est remarquable que les penseurs de ce monde-là, qui proposent une critique radicale de la modernité, interrogent plus volontiers la civilisation occidentale que l'économie de croissance proprement dite : Oswald Spengler et Arnold Toynbee avec le *déclin*, Jared Diamond et Joseph Tainter avec *l'effondrement*, par exemple. La traduction de la décroissance est donc bien possible, mais comme dans toute traduction, il y a une part de trahison. *Traductore, traditore !* Il faut donc accepter une pluralité de formes : l'existence de projets homéomorphiques plutôt que d'un projet unique monolithique⁵.

Pour les sociétés non occidentales, le problème est plus simple d'une certaine façon ; l'après-développement et la critique de la croissance (qui sont fondamentalement des remises en cause de l'occidentalisation) ne peuvent pas se ranger sous la bannière de la décroissance, ce serait absurde. Rappelons que dans beaucoup de civilisations (peut-être toutes), avant le contact avec l'Occident, l'économie comme théorie et même comme pratique était largement

4 « Les équivalents homéomorphiques ne sont pas de simples traductions littérales, pas plus qu'ils ne traduisent simplement le rôle que prétend jouer le mot originel, mais ils visent une fonction équivalente (analogue) au rôle supposé de la philosophie. Il s'agit donc d'un équivalent non pas conceptuel, mais fonctionnel, à savoir d'une analogie au troisième degré. On ne recherche pas la même fonction, mais la fonction équivalente à celle qu'exerce la notion originelle dans la cosmovision correspondante » : Raimon Panikkar, « Religion, philosophie et culture », *Interculture*, n° 135, 1998, p. 104.

5 Il est clair que derrière le problème de la traduction du mot décroissance sont soulevées des questions qui divisent les philosophes depuis des siècles, au moins depuis la querelle des universaux entre nominalistes et réalistes qui fit couler tant d'encre (et de sang...) et plus fondamentalement entre universalisme et relativisme. Je pense que les bases philosophiques cohérentes avec le projet de la décroissance penchent vers le relativisme (contre l'occidentocentrisme) et le nominalisme, mais je ne prétends pas imposer mon analyse à quiconque. Je crois que les amis de Barcelone avec leur vocabulaire auquel j'ai participé pencheraient plutôt pour des positions opposées... Quant à moi, je n'opposerais pas une *vraie* décroissance latine aux projets tout aussi nécessaires et respectables anglo-saxons et germaniques des *transition towns* de mon ami Rob Hopkins, ou des sociétés post-carbone de Richard Heinberg.

absente. Les concepts de croissance et de bien-être liés à la problématique d'un développement matériel et à un enrichissement individuel étaient totalement absents. Dans leur entreprise de colonisation de l'imaginaire des pays du Sud, les experts en développement, missionnaires de la modernité, ont cherché à récupérer les images de vie bonne des différents peuples pour traduire dans les langues vernaculaires l'intraduisible croissance/développement qui n'a aucun équivalent dans la langue locale. Ainsi au Zimbabwe, en sindebele, langue du Matabeland, *développement* se dit « prendre le contrôle sur ce dont nous avons besoin pour travailler » ; en siwasivaku, « nous sommes à terre et nous voulons nous relever » ; en siyaphambili, « allons de l'avant » ; en dingimpilo, « recherche de la vie » ; en sivamerzela, « nous le faisons nous-mêmes » ; en vusanani, « nous appuyant les uns sur les autres pour nous lever »⁶. Selon Gilbert Rist : « Les Bubi de Guinée équatoriale utilisent un terme qui signifie à la fois *croître et mourir*, et les Rwandais construisent le *développement* à partir d'un verbe qui signifie *marcher, se déplacer*, sans qu'aucune *directionnalité* particulière ne soit incluse dans la notion. Cette lacune, poursuit-il, n'a rien d'étonnant ; elle indique simplement que d'autres sociétés ne considèrent pas que leur reproduction soit dépendante d'une accumulation continue de savoirs et de biens censés rendre l'avenir meilleur que le passé. »⁷ Ainsi, en wolof, on a tenté de trouver l'équivalent du développement dans un mot qui signifie « la voix du chef ». Les Camerounais de langue eton sont plus explicites encore. Ils parlent du « rêve du blanc ». « La figure du développement ne possède pas d'équivalent en moore et se traduit au mieux par la phrase : *tônd maoodame tenga taoor kënd yinga* (nous luttons pour que sur la terre (au village) les choses marchent pour le corps (pour moi) »⁸. Le summum est atteint sans doute quand on a tenté de rendre l'idée de développement en quéchua par l'expression « travailler joli pour le prochain lever du soleil »...

Toutefois, les faits résistent encore plus que les mots... Si la croissance et le développement au nord ont pu donner l'illusion, surtout pendant les trente glorieuses (1945-1975), de réaliser une certaine forme de justice à travers l'élévation statistique du niveau de vie moyen, et donc la vie bonne, il n'en a pas été de même au sud. Là se vérifie tristement la plaisanterie de Raimon Panikkar : « Quand les Américains – et cela peut s'étendre à l'ensemble des Occidentaux – disent *justice*, en réalité il faut comprendre *just us* ».

Aujourd'hui, nous assistons à la faillite de ce bonheur quantifié et donc à l'écroulement de l'un des piliers imaginaires de la société occidentale

6 OrlandoFals-Borda et Mohammad Anisur Rahman, *Action and Knowledge. Breaking the Monopoly with Participatory Action Research*, New York, Apex Press, 1991.

7 Gilbert Rist, *Processus culturels et développement*, 4^e Conférence générale de l'EADI, Madrid, 1984, p. 6.

8 Pierre Joseph Laurent, *Le don comme ruse. Anthropologie de la coopération au développement chez les Mossi du Burkina Faso : la fédération Wend-Yam*, thèse de doctorat, Université catholique de Louvain, 1996, p. 228.

désormais mondialisée. D'autres conceptions du bonheur se cherchent ici ou là, mais sans remise en cause des fondements de la société de croissance et sans l'invention d'une société d'abondance frugale, il n'y a aucune chance de les voir aboutir. Finalement, si la traduction littérale parfaite est impossible, elle n'est pas nécessairement souhaitable non plus. L'après-développement étant nécessairement pluriel, chaque société, chaque culture doit sortir, à sa façon, du totalitarisme productiviste et opposer à l'homme unidimensionnel, l'*Homo œconomicus*, une identité propre fondée sur la diversité des racines et des traditions. Dans la recherche de modes d'épanouissement collectifs dans lesquels ne serait pas privilégié un bien-être matériel destructeur de l'environnement et du lien social, ce ne sont pas les bannières alternatives à la croissance/décroissance qui font défaut. L'objectif de la bonne vie se décline de multiples façons selon les contextes. S'il faut absolument lui donner un nom, cet objectif peut s'appeler *l'umran* (épanouissement) comme chez Ibn Kaldûn, *swadeshi-sarvodaya* (amélioration des conditions sociales de tous) comme chez Gandhi, ou *fidnaa/gabbina* (rayonnement d'une personne bien nourrie et libérée de tout souci) comme chez les Borana d'Éthiopie⁹. L'important est de signifier la rupture avec l'entreprise de destruction qui se perpétue sous l'égide de la croissance économique, aujourd'hui mondialisée. Ces créations originales dont on peut trouver ici ou là des commencements de réalisation ouvrent l'espoir d'un après-développement.

Un projet « pluriversel »

Pour la plupart des gens non avertis, et même pour une fraction non négligeable des objecteurs de croissance (en particulier ceux et celles qui se réfèrent principalement à la pensée de Nicholas Georgescu-Roegen), le terme décroissance est utilisé au sens littéral d'une diminution, une réduction, bref une inversion de la courbe de croissance. C'est aussi dans cette optique que l'entendent tous nos adversaires, et c'est cela qui fait problème. La différence entre eux et nous étant qu'au lieu de l'utiliser sur le mode performatif, il s'agit pour eux de stigmatiser une vision catastrophiste et à combattre résolument. Le mot décroissance dénote indubitablement une décrue, mais de quoi précisément ? Et jusqu'où ? Nul objecteur de croissance ne soutenant la nécessité d'une décroissance infinie comme le laissent entendre ceux qui caricaturent nos positions, il s'agit implicitement ou explicitement d'en revenir à un niveau soutenable, compatible avec la reproduction des écosystèmes. Encore faut-il s'entendre sur ce qui doit décroître exactement. Pour le plus grand nombre, la réponse est qu'il faut faire reculer l'indice fétiche de la société de croissance, à savoir le PIB. Il en est explicitement ainsi pour Maurizio Pallante, auteur italien d'un manifeste pour la décroissance heureuse. Pour lui, il faut réduire la

9 Gudrun Dahl et Gemtchu Megerssa, « The spiral of the Ram's Horn : Boran concepts of development », dans Majid Rahnema et Victoria Bawtree (dir.), *The Post-Development Reader*, Londres, Zed Books, 1997.

production de biens et services marchands (*merci*) qui entrent dans le calcul du PIB et accroître celle des biens et services non marchands (*beni*) qui n'y entrent pas : autoproduction, économie du don et de la réciprocité. Les adeptes de la simplicité volontaire et les disciples de Pierre Rabbi, de leur côté, défendent une position voisine, mais moins précise avec le slogan : « moins de biens, plus de liens ». Moins précise, puisque du point de vue économique le lien peut être considéré comme producteur de services non marchands. Quoi qu'il en soit, cette réduction permet la soutenabilité sans réduire la félicité, bien au contraire. Pour les écologistes rigoureux, ce qu'il faut réduire, ce n'est pas en tant que tel le PIB, mais l'empreinte écologique, c'est-à-dire l'impact et la pression de notre mode de vie sur les écosystèmes, autrement dit réduire avant tout la production matérielle. En toute rigueur statistique, le PIB pourrait croître en théorie sans accroître le prélèvement de ressources non renouvelables, ni la pression sur la biosphère, grâce au développement de biens immatériels marchands (services à la personne ou autres). D'où la position des verts de Jean-Marie Harribey, Alain Lipietz, ATTAC, etc. : pas de décroissance globale, mais décroissance sélective (et donc croissance sélective). S'il est indéniable que pour tous les objecteurs de croissance, il faut retrouver une empreinte écologique soutenable, et que cela passe largement par une réduction du PIB dont on dénonce par ailleurs les incohérences et les faiblesses, ne retenir que cette conception littérale de la décroissance présente le grave inconvénient de permettre à nos adversaires de nous délégitimer à bon compte. D'une part, parce que la croissance en tant que phénomène naturel étant une chose souhaitable et désirable, se déclarer radicalement contre l'idée même de croissance n'est plus seulement iconoclaste, mais carrément absurde. Tous les organismes croissent, c'est une loi de la nature. Il faut alors insister sur la différence entre les organismes naturels et l'organisme économique qui n'a rien de naturel et qui prétend échapper au déclin et à la mort, ainsi qu'aux conséquences de son insertion dans l'écosystème planétaire et donc à la deuxième loi de la thermodynamique, la loi de l'entropie... D'autre part, cette position permet à nos adversaires, de bonne et surtout de mauvaise foi, d'assimiler décroissance et récession. La crise que nous connaissons est alors présentée comme une décroissance, certes forcée, mais qui n'a rien de joyeux ni de serein, ni de convivial... Il faut alors opposer à cette décroissance subie, non souhaitable, notre décroissance voulue qui, elle, serait heureuse.

Le projet de la décroissance correspond donc à la rupture créée par la redéfinition du bonheur comme « abondance frugale dans une société solidaire ». C'est la nécessité ressentie par tout un courant de l'écologie politique et des critiques du développement de rompre avec la langue de bois du développement durable qui a amené à lancer, presque par hasard, le slogan de la décroissance. S'il existe une certaine part de hasard dans l'enchaînement des événements, l'apparition d'un mouvement radical proposant une réelle alternative à la société de consommation et au dogme de la croissance répondait à une nécessité qu'il n'est pas abusif de qualifier d'historique. En face du triomphe de l'ultra-libéralisme et

de la proclamation arrogante du fameux TINA (*there is no alternative*) de Margaret Thatcher, les petites franc-maçonneries antidéveloppementistes et écologistes ne pouvaient plus se contenter d'une critique théorique quasi confidentielle. Il devenait urgent d'y opposer un autre projet de civilisation ou, plus exactement, de donner une visibilité à un dessein en gestation depuis longtemps, mais qui cheminait de façon souterraine. C'est ainsi que la décroissance est devenue rapidement la bannière de ralliement de tous ceux et celles qui aspirent à la construction d'une véritable alternative à la société de consommation écologiquement insoutenable et socialement insupportable. La décroissance n'est donc pas le symétrique de la croissance. Décroître pour décroître serait aussi absurde que croître pour croître. Bien entendu, les « décroissants » veulent faire croître la qualité de vie, de l'air, de l'eau et d'une foule de choses que la croissance pour la croissance a détruites. La rupture de la décroissance porte donc à la fois sur les mots et sur les choses, elle implique une décolonisation de l'imaginaire et la mise en œuvre d'un autre monde possible.

Ce changement est d'abord négatif ; il s'agit de sortir de l'impérialisme économique qui domine le monde en l'uniformisant et en détruisant toutes les différences culturelles. Cette libération de l'*Homo œconomicus*, de l'unidimensionnalité de l'homme contemporain, pour retrouver la diversité (pluriversalisme ou diversalité) permet déjà de dessiner les contours d'une société autre. C'est l'objet que je me suis proposé d'esquisser avec le cercle vertueux des 8 R (réévaluer, reconceptualiser, restructurer, redistribuer, relocaliser, réduire, réutiliser, recycler) qui constitue l'utopie concrète du projet de la décroissance. Au-delà de cet horizon de sens, le programme « politique » de la construction d'une société d'abondance frugale ou de prospérité sans croissance s'inscrivant dans ce cadre suppose une adaptation au contexte et aux valeurs des lieux. On ne réalisera pas (ce n'est ni possible, ni souhaitable) le même monde alternatif au Chiapas et au Texas...

Comme c'est d'abord au sud que l'imposture du développement et de la croissance, de l'assimilation de la bonne vie au bien-être et à l'« économicisation » de la vie s'est manifestée de la façon la plus flagrante, c'est aussi du sud que nous vient la promesse d'une nouvelle voie. « Ce que les Français appellent *développement*, interroge Thierno Ba, responsable d'une ONG sénégalaise sur le fleuve, est-ce que c'est ce que veulent les villageois ? Non. Ce qu'ils veulent c'est ce que le pulaar¹⁰ appelle *bamtaare*. Qu'est-ce que cela signifie ? C'est la recherche, par une communauté fortement enracinée dans sa solidarité, d'un bien-être social harmonieux où chacun des membres, du plus riche au plus pauvre, peut trouver une place et sa réalisation personnelle ».¹¹ Il n'est pas sans intérêt de noter qu'on retrouve là l'aspiration au « bien vivre » des peuples amérindiens qui a débouché récemment sur de retentissantes revendications alternatives au

10 Pulaar : langue parlée dans des États d'Afrique occidentale et centrale. (NdR)

11 Cimade, *Quand l'Afrique posera ses conditions*, Dossiers pour un débat, n° 67, Paris, Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme, septembre 1996, p. 43.

développement. « En Bolivie, selon F. Huanacuni Mamani, on utilise le terme *aymara suma quamaña*, et en Équateur le terme *kichwa sumak kawsay*, tout deux signifiant “vivre bien”, “vivre en plénitude”, c’est-à-dire “vivre en harmonie et en équilibre avec les cycles de la Terre-Mère, du cosmos, de la vie et avec toutes les formes d’existence”¹². « Ajoutons, note l’anthropologue Françoise Morin, que le terme *aymara* implique une nécessaire convivialité afin de vivre en harmonie avec tous, ce qui invite à partager plutôt qu’à rivaliser avec l’autre. Ces deux concepts se distinguent de la notion du “vivre mieux” occidental, synonyme d’individualisme, de désintérêt pour les autres, de recherche du profit, d’où une nécessaire exploitation des hommes et de la nature »¹³. Elle précise : « Le bien vivre ne doit pas être compris comme un retour à un passé andin, mais comme un “concept en construction” qui résulte des pratiques des mouvements autochtones et des réflexions d’intellectuels »¹⁴. « Finalement, ajoute-t-elle, on retrouve cette idée de “bien vivre” chez d’autres peuples autochtones, comme les Guarani en Bolivie, avec leur expression *ñande reko* ; mais aussi chez les Mapuche du Chili qui parlent de *künme mongen* ; chez les Shuar en Équateur avec le concept de *shiir waras* décrivant une vie harmonieuse qui inclut un état d’équilibre avec la nature ; chez les Shipibo Konibo au Pérou, avec la notion de *jakona shati*, signe de convivialité et de partage avec les autres ; chez les Ashaninka du Rio Ene (Pérou) avec l’expression *kametsa asaike* qui symbolise un processus de relation unissant les gens entre eux et avec leur environnement naturel. En Amérique du Nord, on trouve également, chez un certain nombre de groupes amérindiens, cette notion de “bien vivre”, notamment chez les Cris¹⁵ ». Comme pour le *bamtaare* des Peuls, ce serait donc un contresens de faire entrer tout cela dans l’idéologie d’un autre développement ou d’un nouveau modèle de développement, fût-ce un « *indigenising development* », comme disent certains, même fondé sur une conception biocentrique.

La rupture concrète suppose de sortir du cercle infernal de la création illimitée de besoins et de produits et de la frustration croissante qu’il engendre, et complémentaiement, de tempérer l’égoïsme résultant d’un individualisme réduit à une massification uniformisante. Le premier volet se réalise par l’autolimitation pour aboutir à l’abondance frugale, le deuxième par la réhabilitation de l’esprit du don et la promotion de la convivialité.

Bien sûr, comme toute société humaine, une société de décroissance devra organiser la production de sa vie, c’est-à-dire utiliser raisonnablement les ressources de son environnement et les consommer à travers des biens matériels et des services, mais un peu comme ces sociétés d’abondance de l’âge de pierre

12 Cité par Françoise Morin, « Les droits de la Terre-Mère et le bien vivre, ou les apports des peuples autochtones face à la détérioration de la planète », dans *Que donne la nature ? L’écologie par le don*, Revue du MAUSS, n° 42, Paris, La Découverte, 2013, p. 230.

13 *Ibid.*

14 *Ibid.*, p. 231.

15 *Ibid.*, p. 232.

décrites par Marshall Salhins qui ne sont jamais entrées dans l'économie¹⁶. Elle ne le fera pas dans le corset de fer de la rareté, des besoins, du calcul économique et de l'*Homo œconomicus*. Ces bases imaginaires de l'institution de l'économie doivent être remises en question. Comme l'avait bien vu Jean Baudrillard en son temps, « une des contradictions de la croissance est qu'elle produit en même temps des biens et des besoins, mais qu'elle ne les produit pas au même rythme ». Il en résulte ce qu'il appelle « une paupérisation psychologique », un état d'insatisfaction généralisée, qui « définit, dit-il, la société de croissance comme le contraire d'une société d'abondance »¹⁷. L'abondance est mise en scène à travers le spectacle de l'extraordinaire gâchis de la société de consommation, mais la réalité vécue est celle de la frustration. La frugalité retrouvée permet, au contraire, de reconstruire une société d'abondance sur la base de ce qu'Ivan Illich appelait la « subsistance moderne ». Il entendait par là « le mode de vie dans une économie post-industrielle au sein de laquelle les gens ont réussi à réduire leur dépendance à l'égard du marché, et y sont parvenus en protégeant – par des moyens politiques – une infrastructure dans laquelle techniques et outils servent, au premier chef, à créer des valeurs d'usage non quantifiées et non quantifiables par les fabricants professionnels de besoins »¹⁸. Il s'agit de sortir de l'imaginaire du développement et de la croissance, et de réenchâsser le domaine de l'économie dans le social par une *aufhebung* (abolition/dépassement). De là s'impose l'idée qu'une société sans croissance qui soit soutenable, équitable et prospère ne peut être que frugale. Jacques Ellul note judicieusement :

Le choix [...] est entre une austérité subie, inégalitaire, imposée par les circonstances défavorables et une frugalité commune, générale, volontaire et organisée, provenant d'un choix pour plus de liberté et moins de consommation de biens matériels. Ce serait lié à une consommation élargie de biens de base [...] une abondance frugale, correspondant à l'austérité révolutionnaire prônée par le Parti communiste italien¹⁹.

Cette idée d'abondance frugale viendrait en effet, à travers Jean-Baptiste de Foucauld et Jacques Ellul, de l'austérité révolutionnaire de Enrico Berlinguer, secrétaire du Parti communiste italien, qui en 1977 tenta sans succès d'orienter le parti dans cette voie²⁰. « S'il faut oser un concept pour définir ce rééquilibrage

16 « Dans les sociétés traditionnelles [...] structurellement, l'économie n'existe pas » : Marshall Salhins, *Âge de pierre, âge d'abondance. L'économie des sociétés primitives*, Paris, Gallimard, 1976, p. 118. « Il n'y a rien qui ressemble à une économie dans la réalité extérieure jusqu'au moment où nous construisons un tel objet » : Louis Dumont, *Homo aequalis*, Paris, Gallimard, 1977, p. 33.

17 Jean Baudrillard, *La société de consommation*, Paris, Denoël, 1970, p. 83-87.

18 Ivan Illich, *Le chômage créateur*, Paris, Seuil, 1977, p. 87-88.

19 Jacques Ellul, *Pour qui, pour quoi travaillons-nous ?* Paris, Gallimard, 2013, p. 213.

20 Voir en particulier Giulio Marcon, *Berlinguer, l'austerità giusta, I precursori della decrescita, collana diretta da Serge Latouche*, Milan, Jaca Book, 2014.

de nos valeurs et de nos comportements autour d'un emploi du temps plus permissif, écrit de Foucauld, porte-parole d'un groupe de réflexion social-démocrate, Échange et Projets, qui tente de promouvoir le temps choisi, c'est celui d'abondance frugale qui serait le plus expressif, version française, écologique, de l'austérité révolutionnaire prônée par le Parti communiste italien comme réponse à la crise²¹ ». « Il s'agit, précise-t-il, de trouver un équilibre nouveau entre le stoïcisme qui fonde et rend possible l'effort, et l'épicurisme qui en constitue la récompense. [...] Le stoïcisme visait la communion avec le monde et Epicure était frugal²². »

Cela étant, le projet de construction de sociétés conviviales autonomes et économes se présente de façon différente au nord et au sud. Au sud, la décroissance de l'empreinte écologique (voire du PIB) n'est ni nécessaire ni souhaitable, mais il n'en faudrait pas conclure pour autant à la nécessité de construire une société de croissance ou de n'en pas sortir si on y est déjà entré. Le projet de la décroissance n'est ni celui d'une *autre* croissance, ni celui d'un *autre* développement (soutenable, social, solidaire, etc.), mais bien la construction d'une *autre* société, une société d'abondance frugale ou de prospérité sans croissance (Tim Jackson). Autrement dit, ce n'est pas d'emblée un projet économique, fut-ce d'une *autre* économie, mais un projet sociétal qui implique de sortir de l'économie comme réalité et comme discours impérialiste.

21 Club Échange et Projets (Jean-Baptiste De Foucauld et collaborateurs), *La révolution du temps choisi*, préface de Jacques Delors, Paris, Albin Michel, 1980, p. 106.

22 *Ibid.*, p. 107. Pour lui aussi, l'abondance frugale serait une sorte de retour à la société d'abondance du paléolithique de Marshall Sahlins, revue à travers le prisme économique, tout de même : « Notons d'ailleurs que le travail à temps limité n'est pas une idée si neuve que cela : les sociétés primitives ou préindustrielles le pratiquaient et le pratiquent encore fort bien; et il n'est pas certain qu'il faille toujours parler dans leur cas de sous-emploi, mais bien plutôt d'une forme d'équilibre économique et social, fondé sur une limitation volontaire des productions non indispensables. Le développement du travail à temps choisi serait donc, dans ce contexte, une sorte de révolution, au sens où les astres reviennent à leur origine ». (De Foucauld, *op. cit.*, p. 185).